

# NOTE 25 : Promouvoir des services de conseil rural sensibles à la nutrition

Préparée par : Stefan Kachelriess-Matthess, Annemarie Matthess, Anna Stancher, Ben Asare et Emmanuel Ohene Afoakwa, septembre 2016

L'Initiative sur les bonnes pratiques au niveau mondial entend rendre l'information et le savoir-faire en matière de vulgarisation facilement accessibles à un large public de praticiens. Pour ce faire, elle prépare des Notes de bonnes pratiques, qui décrivent les concepts et méthodes clés dans un format facile à comprendre. Ces notes donnent une vue d'ensemble des principaux aspects et des références permettant d'aller plus loin. Les notes sont téléchargeables gratuitement à partir de [www.betterextension.org](http://www.betterextension.org). Pour télécharger, utiliser, diffuser ou discuter de cette note, il suffit d'y accéder en ligne en scannant le code QR dans le coin inférieur droit. Vos commentaires et suggestions seront très appréciés.

## Introduction

Les services de vulgarisation et de conseil rural (SCR) aident les petits producteurs à améliorer la productivité et l'efficacité de leur exploitation et à prendre des décisions concernant les perspectives de leur entreprise. Les SCR englobent non seulement les services publics de vulgarisation mais aussi des services organisés et financés par des sociétés privées le long de leurs chaînes d'approvisionnement – par exemple, une entreprise de transformation de produits alimentaires ou un groupement d'achats de produits peut établir un système de sous-traitants satellites et employer ses propres agents de vulgarisation.

Les SCR publics et privés aident les petits producteurs à améliorer la production d'une ou plusieurs cultures phares, qui sont soit exportées (p. ex. cacao, café, épices, coton) soit consommées comme denrées de base dans les régimes alimentaires locaux (p. ex. riz, blé, sorgho, pommes de terre). Ces cultures génèrent des marges bénéficiaires relativement élevées et jouissent d'une bonne demande du marché. En soutenant leur production et en rapprochant les petits producteurs des marchés, les SCR contribuent à accroître les revenus des populations rurales.

Toutefois, les petits producteurs et les ménages auxquels s'adressent les SCR ne sont pas seulement pauvres en trésorerie. Ils souffrent souvent d'une insécurité alimentaire et d'une forme chronique ou sévère de malnutrition. Cela exerce un impact sur la croissance physique et cognitive des enfants et cela réduit la productivité et l'aptitude des membres du ménage à mener à bien leurs travaux agricoles.

Le manque de revenu ou un revenu extrêmement variable est une cause d'insécurité alimentaire et de malnutrition. Mais des revenus plus élevés ne se traduisent pas nécessairement par une meilleure nutrition. De mauvaises habitudes alimentaires, un manque de savoir en matière de bonnes pratiques de

nutrition et un accès limité à différents produits alimentaires sont aussi des facteurs contributifs importants. Même lorsque les revenus augmentent, les ménages peuvent donner la priorité à des dépenses qui n'ont rien à voir avec une amélioration de la nutrition (p. ex. communication, mobilité).

C'est la raison pour laquelle les SCR doivent identifier les besoins nutritionnels des ménages ruraux et intégrer des messages sensibles à la nutrition dans leurs prestations de services. Cette note passe en revue une série d'instruments que les SCR peuvent utiliser à cette fin.

## Philosophie et principes

Pour développer des messages de vulgarisation sensibles à la nutrition et les diffuser de manière efficace, les SCR devraient tenir compte des principes suivants.

- **Contexte** : les messages sensibles à la nutrition devraient s'appuyer sur des analyses des régimes et des carences alimentaires chez les ménages ruraux. Le score de diversité alimentaire des ménages proposé par la FAO<sup>1</sup> et les directives nationales en matière de régimes alimentaires, si elles existent, sont utiles pour identifier les carences en matière de nutrition.
- **Adaptation en fonction des niveaux d'instruction** : lorsque les niveaux d'instruction des ménages sont faibles, des outils visuels, des méthodes interactives et un langage simple devraient être employés afin d'optimiser l'assimilation des messages de vulgarisation.
- **Participation équilibrée/équitable** : les femmes jouent un rôle important dans la distribution des ressources du ménage entre l'alimentation, les services de santé et l'éducation. Toutefois, les femmes sont soumises à l'influence et l'autorité de prise de décisions des autres membres de la famille, tels que les partenaires masculins et les aînés. La vulgarisation sensible à la nutrition devrait mobiliser aussi bien des femmes que des

<sup>1</sup> Le score de diversité alimentaire des ménages et le score de diversité alimentaire individuel fournissent des indications sur la consommation d'une palette de groupes d'aliments par un ménage ou un individu ; ils peuvent servir à comprendre l'accès aux aliments et la qualité nutritionnelle d'un régime alimentaire.



hommes, ainsi que les membres du ménage des différentes générations (les jeunes et les aînés), afin d'encourager une communication et une prise de décisions plus harmonieuses à l'intérieur du ménage et des rapports de force plus équitables.

- **Orientation commerciale** : les petits exploitants sont des entrepreneurs et ils investissent dans la production en fonction des espoirs de profits. Il faut avoir recours à une analyse coût-avantage pour permettre aux petits exploitants de prendre des décisions réfléchies en matière d'investissements dans la production et la consommation tout en tenant compte des implications nutritionnelles.
- **Échelle** : la teneur des messages de vulgarisation liés à la nutrition devrait être pertinente pour un grand nombre de ménages. Les méthodes de livraison devraient être simples et à bas coût, sinon les contraintes en matière de ressources en brideront la portée. Adoptez des actions simples, ciblées et réalisables.
- **Coordination** : pour optimiser l'impact, il sera nécessaire d'assurer une coordination avec les pouvoirs publics ou les programmes des bailleurs de fonds qui traitent de la nutrition, comme les systèmes de santé, les soins maternels et les approvisionnements en eau.

### Mise en œuvre

Les SCR peuvent aider les petits producteurs à améliorer leur nutrition grâce à une série de trois interventions : l'éducation nutritionnelle, la diversification de la production et la génération de revenu hors de l'exploitation pour les femmes<sup>2</sup>.

### Éducation nutritionnelle

Les SCR peuvent intégrer une éducation nutritionnelle dans leurs prestations, en se servant de messages clés qui promeuvent un changement de comportement. Ce genre de messages devrait :

- être adapté aux caractéristiques des agro-écologies et des régimes alimentaires établis ;
- cibler une diversification des régimes alimentaires (pas seulement les denrées de base, mais aussi les aliments contenant des protéines et des vitamines) et les pratiques hygiéniques de préparation et de consommation des aliments ;
- promouvoir la consommation d'aliments et de produits d'origine animale qui sont disponibles au niveau de l'exploitation pour faire en sorte qu'ils soient utilisés comme sources de revenu mais aussi comme sources d'alimentation.

### Diversification de la production

Les ménages qui se spécialisent dans la production d'une seule ou de plusieurs cultures de rente essuient des pertes considérables en cas d'échec des récoltes ou d'effondrement des prix du marché. Ils sont également tributaires des marchés locaux pour acheter des aliments pour nourrir leur famille. Si ces marchés ne sont pas bien développés, l'accès à des aliments nutritifs et diversifiés pose problème.

Les SCR peuvent promouvoir la diversification de la production pour accroître la gamme d'aliments disponibles au niveau des ménages par la culture de produits riches en nutriments (p. ex. légumes à feuilles, cultures biofortifiées) et par des pratiques d'élevage (p. ex. volaille, escargots, petit bétail).

### Quels sont les principes qui impulsent la diversification ?

- Promouvoir la production de denrées qui répondent aux carences alimentaires des ménages.

- Ne pas perdre de vue le potentiel commercial des produits alimentaires. Recueillir et diffuser des informations sur les marchés et les obligations de qualité.
- Envisager la possibilité de faire pousser des produits alimentaires durant la contre-saison des principales cultures. Les recettes supplémentaires tirées de la vente des cultures vivrières ont un effet lissant sur le revenu, surtout dans les régions où dominent les cultures pluviales.

### Quels défis sont liés à la diversification de la production ?

La diversification exige des investissements en termes de terres, d'eau, d'intrants et de temps de travail. Les petits exploitants peuvent être confrontés à un dilemme pour déterminer s'ils doivent allouer des ressources à la production d'aliments à base de végétaux ou d'animaux pour leur propre consommation, ou investir dans des cultures de rente ou dans l'élevage de bêtes destinées à la vente. Les approches suivantes permettent de relever ces défis de manière ciblée.

- Comparer les marges brutes des cultures vivrières et de rente et aider les petits producteurs à prendre des décisions éclairées.
- Vérifier que l'époque des semailles et des moissons des différentes cultures ne se chevauchent pas car les ménages ruraux pourraient se heurter à une pénurie de main-d'œuvre.
- Si le fardeau des activités agricoles supplémentaires – y compris les tâches d'élevage et les activités liées à la diversification – est placé sur les femmes, le temps disponible pour les tâches ménagères (comme la cuisine) ou encore l'allaitement et les soins aux personnes malades et âgées s'en trouvera réduit. Il est important de faire prendre conscience de ce risque aux communautés et aux ménages et d'encourager une répartition des tâches plus équitable entre les membres du ménage.

### Génération de revenus hors exploitation pour les femmes

Dans beaucoup de régions du monde, l'agriculture commerciale est une activité dominée par les hommes. Bien souvent, les femmes n'ont pas les actifs requis pour s'impliquer dans l'agriculture commerciale ou bien elles sont employées comme main-d'œuvre non rémunérée pour travailler les champs du ménage. Il faut du temps pour briser les modèles culturels et traditionnels qui musèlent l'autonomisation économique des femmes.

Dans le même temps, les femmes investissent beaucoup de leurs ressources dans l'amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition de leur famille. Si la production de cultures de rente n'est pas toujours possible pour les femmes, des opportunités de génération de revenu peuvent se trouver dans des activités hors de l'exploitation. Les femmes procèdent souvent à l'achat, la transformation et la revente de produits alimentaires locaux. Toutefois, elles peuvent opérer des technologies dépassées, ce qui donne un labeur gourmand en main-d'œuvre, de faibles bénéfices, une piètre qualité et un potentiel commercial réduit pour leurs produits.

Pour améliorer les revenus des femmes, les SCR peuvent identifier des sources de revenu supplémentaires et promouvoir des améliorations techniques et technologiques qui diminuent les coûts et la charge de travail tout en augmentant les revenus.

Les conseils techniques font partie de ce plan ; un autre élément concerne les modèles commerciaux au sein desquels opèrent les femmes. Les femmes peuvent être enlisées dans des relations commerciales qui les exploitent ou bien elles peuvent manquer de pouvoir de négociation lorsqu'il s'agit de fixer les prix. Les SCR

<sup>2</sup> L'intégration de cette série de mesures vise à traiter les facteurs déterminants de la sécurité alimentaire désignés dans le cadre proposé par l'UNICEF comme l'accès aux aliments, la disponibilité et l'utilisation. Le cadre de l'UNICEF met en exergue des facteurs déterminants supplémentaires de la sécurité alimentaire : assimilation des aliments, soins et stabilité. À eux seuls, les SCR ont un pouvoir limité pour intervenir sur ces facteurs déterminants supplémentaires. Par conséquent, il est recommandé de chercher une alliance avec d'autres institutions ou d'autres initiatives.

peuvent utiliser les calculs du seuil de rentabilité pour identifier les pertes et profits et les facteurs déterminants pour les coûts et les revenus. Une fois qu'ils sont compris, ces problèmes peuvent être résolus en faisant la promotion des modèles commerciaux innovants ou par l'introduction d'améliorations de la qualité qui donnent aux femmes un avantage sur le marché.

### Capacités requises

L'expertise première en SCR repose sur la production de cultures traditionnelles à l'exportation et de denrées de base qui sont au cœur des politiques de promotion des pouvoirs publics. Le savoir-faire technique des bonnes pratiques pour la production de cultures riches en nutriments peut nécessiter une prise en compte systématique, surtout pour les cultures qui sont nouvelles pour une région (p. ex. les patates douces à chair orange) ou lorsque les services de conseil rural sont sous-développés (p. ex. dans le domaine de l'élevage et de la pêche).

Pour traiter les petits producteurs et leur ménage non seulement comme des producteurs mais aussi comme des consommateurs, les SCR ont besoin d'avoir conscience des facteurs qui influencent la consommation alimentaire, tels que les préférences alimentaires déterminées d'un point de vue culturel et agro-écologique, les pratiques de cuisine et d'hygiène et les processus de prise de décisions à l'intérieur des ménages.

La portée des SCR a besoin d'être élargie de façon à passer de conseils techniques à des conseils aux entreprises. Les compétences commerciales, telles que le calcul du seuil de rentabilité, doivent être intégrées dans les SCR et/ou nouvellement développées, notamment en ce qui concerne les activités entreprises par les femmes.

La facilitation/l'animation communautaire et les méthodologies participatives des SCR devrait être préservées et renforcées car ce sont des méthodes d'apprentissage par les adultes plus efficaces que la formation descendante et le transfert de technologies.

Des compétences de coordination et de supervision sont essentielles pour réussir une prestation à grande échelle. Il faudra des efforts de coordination au niveau de l'encadrement pour s'assurer de l'inclusion systématique des messages sensibles à la nutrition dans les travaux des SCR et pour veiller à ce que les services de vulgarisation soient planifiés autour des campagnes agricoles (p. ex. pour les cultures à haute valeur nutritionnelle) et la disponibilité des membres masculins et féminins du ménage.

### Coûts

L'intégration d'une approche sensible à la nutrition des chaînes de valeur agricole implique les coûts suivants :

- un investissement en savoir-faire pour développer des conseils ayant trait à l'éducation nutritionnelle, aux compétences commerciales et aux techniques de production ;
- la fourniture aux conseillers agricoles de supports de formation de qualité (affiches, lignes directrices, aides visuelles) pour optimiser l'apprentissage par la population cible ;
- l'appui à l'encadrement pour encourager la supervision et l'accompagnement ;
- des ressources pour couvrir la main-d'œuvre, les transports et des indemnités pour les conseillers agricoles ;
- un financement d'amorçage pour l'achat de parcelles de démonstration ou pour démontrer des technologies améliorées destinées aux activités hors exploitation.

### Forces et faiblesses

Les principaux points forts et les défis que pose l'intégration de services de conseil sensibles à la nutrition dans la vulgarisation sont illustrés dans le Tableau 1.

## ENCADRÉ 1 : PRESTATIONS ADAPTÉES AU CONTEXTE LOCAL

La Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) promeut des SCR sensibles à la nutrition avec des méthodes de prestations adaptées au contexte local. Dans les systèmes rizicoles, la GIZ s'associe avec des rizeries et leurs conseillers agricoles pour améliorer la production et les revenus des producteurs dans des mécanismes de sous-traitance. En outre, la GIZ intègre l'éducation nutritionnelle du ménage et des conseils techniques sur la diversification des cultures (sésame, soja, légumes) dans les SCR. Afin d'autonomiser les femmes d'un point de vue économique, la GIZ diffuse des techniques améliorées d'étuvage du riz et elle met les transformatrices en relation avec les acheteurs. Dans les systèmes de production de cacao, la GIZ allie des SCR sur la production de cacao et des messages de vulgarisation ayant trait à la diversification avec des cultures et des produits d'origine animale à haute valeur nutritionnelle. Tous les conseillers agricoles partenaires sont formés en compétences commerciales et en éducation nutritionnelle.

Tableau 1. Forces et faiblesses

Forces	Faiblesses
<ul style="list-style-type: none"> <li>• La diversification des cultures par le biais d'un système de rotation, de cultures intercalaires ou de contre-saison est une stratégie reconnue pour préserver la fertilité du sol et réduire l'incidence des ravageurs sur la production de cultures de rente. Cela ne contredit en rien le mandat des SCR.</li> <li>• Les messages de vulgarisation sensibles à la nutrition sont disponibles et peuvent être adoptés et adaptés au contexte moyennant des investissements relativement modestes.</li> <li>• L'approche répond à une faiblesse systémique des SCR en renforçant les capacités des conseillers agricoles à intégrer des compétences commerciales et nutritionnelles dans leurs prestations.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• L'approche ne s'attaque pas aux causes de la malnutrition au-delà du niveau du ménage (p. ex. incidence élevée d'une maladie ; manque d'infrastructures pour accéder à de l'eau potable) et, dans son essence, elle ne se concentre pas sur une meilleure nutrition pendant les 1.000 premiers jours cruciaux de la vie d'un nourrisson.</li> <li>• Les SCR sont très pertinents pour les nouveaux agriculteurs et les petits producteurs ayant le potentiel de produire à l'échelle commerciale. Ces prestations ne sont pas suffisantes pour s'attaquer aux besoins des ménages pauvres en ressources (p. ex. les sans-terres) ou aux agriculteurs de subsistance, qui sont souvent les plus touchés par l'insécurité alimentaire.</li> </ul>

### Quelques considérations appropriées

C'est leur mandat qui détermine dans quelle mesure les SCR dirigés par les secteurs public et privé peuvent intégrer des mesures sensibles à la nutrition dans leurs travaux ; ce qui motive le changement des services qui sont fournis (pour quelle raison les SCR fournissent-ils des conseils sensibles à la nutrition ?) et les moyens (fonds opérationnels, capacités du personnel et de l'encadrement, formation, outils de travail). Le Tableau 2 dresse la liste de certaines des opportunités et défis auxquels doivent faire face les deux secteurs.

Dans tous les cas, les SCR doivent réaliser que l'intégration de mesures sensibles à la nutrition dans leurs prestations va exercer des pressions supplémentaires sur le temps du personnel et sur leurs ressources. Lors du déploiement du personnel, il convient d'éviter les conflits entre les conseils techniques et les mesures sensibles à la nutrition.

### Impacts et mise à l'échelle

#### Impacts

L'intégration d'une approche sensible à la nutrition au sein de la vulgarisation agricole est une initiative assez récente, mais compte tenu de la priorité élevée que le programme de développement mondial accorde à une stratégie plurisectorielle pour améliorer la nutrition, elle a le vent en poupe. Les premières données probantes suggèrent que l'impact le plus marqué des SCR sensibles à la nutrition porte sur l'amélioration de la productivité agricole, la production alimentaire et la génération de revenus tirés de l'agriculture. Ce n'est là qu'une contribution partielle à l'amélioration de la nutrition des ménages ruraux. Les progrès vers cet objectif



**Tableau 2. Opportunités et défis**

Type de SCR	Opportunités	Défis
Public	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Forte présence en milieu rural</li> <li>• Relations existantes avec les petits producteurs et large rayonnement</li> <li>• A souvent pour mandat l'amélioration de la nutrition et l'autonomisation des femmes</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Contraintes en matière de ressources</li> <li>• Impéritie de l'encadrement</li> </ul>
Privé	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Plus de ressources disponibles</li> <li>• Accès à l'information, la communication et d'autres technologies</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les sociétés doivent être convaincues d'un retour sur investissement</li> <li>• Intervention limitée aux sous-traitants satellites et axée sur des cultures spécifiques</li> <li>• Un savoir et une expérience didactique peuvent faire défaut</li> </ul>

sont fonction de l'attention qui est prêtée à la notion de genre et au degré d'intégration de l'éducation nutritionnelle dans les SCR.

### Durabilité

La durabilité des messages sensibles à la nutrition dans les SCR du secteur public nécessite un mandat institutionnel clair et une disponibilité continue des ressources. Malgré quelques progrès, cela n'est pas toujours le cas. Les SCR du secteur privé sont tributaires de la décision commerciale de la société à laquelle ils sont affiliés. Les changements de stratégie commerciale qui modifient le mandat des SCR et abandonnent la fourniture des messages en matière de nutrition ne peuvent pas être exclus.

### Mise à l'échelle

Une fois réalisé l'investissement initial dans le renforcement des capacités et l'accumulation de savoir-faire, la modularité des approches sensibles à la nutrition est grande, car les messages pertinents peuvent être intégrés dans le travail journalier des SCR.

### Pour aller plus loin

de Brauw, A., Gelli, A. and Allen, S. 2015. *Identifying opportunities for nutrition-sensitive value-chain interventions*. IFPRI Research Brief 21. Washington, DC: International Food Policy Research Institute. Available at: [www.ifpri.org/publication/identifying-opportunities-nutrition-sensitive-value-chain-interventions](http://www.ifpri.org/publication/identifying-opportunities-nutrition-sensitive-value-chain-interventions)

GIZ. 2015. *Experiences with the Farmer Business School (FBS) approach in Africa*. Sector Network Rural Development Africa. Eschborn, Germany: Working Group Agribusiness and Food Security, Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit. Available at: [http://www2.giz.de/wbf/4tDx9kw63gma/GIZ\\_Studie%20SNRD\\_EN\\_Webversion\\_150914.pdf](http://www2.giz.de/wbf/4tDx9kw63gma/GIZ_Studie%20SNRD_EN_Webversion_150914.pdf)

Kurz, K. 2013. *Nutrition-sensitive interventions and agriculture value chains: Preliminary lessons from Feed the Future implementation in four countries*. Background paper for the FAO-WHO Second International Nutrition Conference (ICN-2). Available at: [www.fao.org/fileadmin/user\\_upload/agn/pdf/Kurz-DAI\\_FAO\\_nutrition-sensitive\\_Nov2013\\_REVISED.pdf](http://www.fao.org/fileadmin/user_upload/agn/pdf/Kurz-DAI_FAO_nutrition-sensitive_Nov2013_REVISED.pdf)

Avec le soutien de



### Matériel pédagogique

FAO Zimbabwe. 2015. *Healthy harvest. A training manual for community workers in growing, preparing and processing nutritious food*. Food and Nutrition Council of Zimbabwe, Food and Agriculture Organization (FAO), and the United Nations Children's Fund (UNICEF). Available at: <http://motherchildnutrition.org/healthy-nutrition/pdf/mcn-healthy-harvest.pdf>

GIZ Family nutrition training module and GIZ Parboiling training module: <http://cari-project.org/downloads/reportstraining-material>

MAAIF. 2015. *Food and nutrition handbook for extension workers*. Entebbe, Uganda: Ministry of Agriculture, Animal Industry and Fisheries.

MAIWD. 2015. *Nutrition handbook for farmer field schools*. Lilongwe, Malawi: Ministry of Agriculture, Irrigation and Water Development, Department of Agricultural Extension Services, Nutrition Unit. Available at: [www.fao.org/fileadmin/user\\_upload/nutrition/docs/education/resources/by\\_country/Malawi/FFS\\_Nutrition\\_Handbook.pdf](http://www.fao.org/fileadmin/user_upload/nutrition/docs/education/resources/by_country/Malawi/FFS_Nutrition_Handbook.pdf)

Cette note a été préparée par la Competitive African Rice Initiative (CARI), Sustainable Smallholder Agri-Business (SSAB) et l'Université du Ghana avec le concours financier des agences dont le logo figure sur la dernière page.

Ces travaux ont été entrepris dans le cadre du Programme de recherche du CGIAR sur les politiques, institutions et marchés (PIM) sous la direction de l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI). Cette publication n'a pas été soumise au processus d'évaluation par les pairs conduit par l'IFPRI. Toutes les opinions exprimées ici n'engagent que les auteurs et ne reflètent pas nécessairement les opinions ou l'acceptation officielle de l'IFPRI.

La rédaction de cette note a été rendue possible grâce au soutien du peuple américain par le biais de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID). Son contenu relève de la seule responsabilité des auteurs et ne représente pas nécessairement les points de vue de l'USAID ou du gouvernement américain.

Informations sur les auteurs : **Stefan Kachelriess-Matthess** est directeur de programme pour la Competitive African Rice Initiative ; **Annemarie Matthess** est directrice de programme pour le Sustainable Smallholder Agri-Business Program ; **Anna Stancher** est conseillère en chaînes de valeur agricoles ; et **Ben Asare** est conseiller auprès du Sustainable Smallholder Agri-Business Program, tous trois au sein de la GIZ. **Emmanuel Ohene Afoakwa** est spécialiste en alimentation et chef du Service sur la nutrition et la science de l'alimentation à l'Université du Ghana.

Citation correcte : Kachelriess-Matthess, S., Matthess, A., Stancher, A., Asare, B. et Afoakwa, E.O. 2016. Promouvoir des services de conseil rural sensibles à la nutrition. Note 25. Notes du GFRAS sur les bonnes pratiques de services de vulgarisation et de conseil rural. GFRAS : Lausanne, Suisse.

Tous les travaux du Forum mondial pour le conseil rural sont protégés sous licence de libre diffusion Creative Commons CC-BY-NC Attribution-NonCommercial 3.0 Unported

